Toulouse : Une assemblée générale réunissant 400 personnes à l'université du Mirail qui malgré des problèmes lance la mobilisation sur la fac

Une semaine de mobilisation sur la fac du Mirail

Après des journées de mobilisations le 12 et le 21 septembre où les étudiant.e.s du Mirail ont été présent.e.s dans les cortèges interorga de fac (sans doute une centaine à chaque fois) et ce sans que la fac ne soit ouverte, la rentrée a sonné le début d'une mobilisation. Dès le premier jour, le 25/09, une interorga réunissant Solidaires Etudiant.e.s, l'UET mais aussi le NPA Jeune s'est réunie pour discuter de la mobilisation à construire contre les multiples attaques de macrons (ordonnances, sélection à l'université, baisse des APL, budget de l'ESR[1] stagnant alors qu'il y a 4000 étudiant.e.s supplémentaires…). Malheureusement aucun appel à une assemblée générale n'en est sorti pour la première semaine, mais ça a été le cas pour la seconde ce mercredi 4 Octobre et un comité d'action a été appelé le jeudi 28/09. Des tours d'amphis et des diffusions de tracts unitaires ont été faits pour appeler à ces deux échéances, et l'accueil en était globalement bon. Le comité d'action a réuni une quarantaine de personnes et a discuté des modalités d'organisation de l'assemblée générale, discussions qui ont continué en plus petit comité ce Lundi 2. Parallèlement à cela deux rassemblements ont eu lieu regroupant à chaque fois un peu plus d'une cinquantaine d'étudiant.e.s sans-facs pour exiger leur inscription. Et ce alors qu'une centaine d'entre elleux ont déjà été inscrit.e.s grâce à la mobilisation.

Une AG motivante mais avec de nombreux problèmes

Ces deux semaines de mobilisations ont été loin d'être vaine, puisque ce mercredi 4 Octobre, environ 400 étudiant.e.s se sont retrouvé.e.s en assemblée générale pour discuter du fond des attaques de Macron et des moyens pour construire une riposte. Une première intervention de la tribune est revenue sur le fonctionnement des

assemblées générales comme organe d'auto-organisation décisionnaire et sur le rôle des comités de mobilisation comme organe éxécutif de ces premières. Puis une intervention aurait dû revenir sur le fond des ordonnances comme convenu démocratiquement en comité d'action. Mais malheureusement le camarade en contradiction avec son mandat a choisi de ne pas le faire et d'appeler à la place à une réunion de formation ad hoc sur les ordonnances. Si nous pensons qu'il est positif de multiplier les réunions d'informations sur les attaques nous touchant, nous trouvons qu'il n'est pas possible de rompre avec les mandats donnés collectivement. Et puis se priver de formations dans le cadre assez massif de cette assemblée générale était une erreur. Heureusement, un tract détaillant les attaques Macron avait été distribué à l'entrée de l'AG permettant d'informer les étudiant.e.s. Une autre intervention encadrée cette fois par un mandat a heureusement été faite à la tribune pour revenir sur la sélection touchant les étudiant.e.s en L1 et en M1, le projet de Macron proposant que cette sélection soit faite sur dossier dès la L1 et la mobilisation des sans facs sur le Mirail.

Ensuite le débat ouvert a tangué entre de nombreux problèmes et des aspects positifs.

Pour commencer par un point des plus négatif, comme l'a relevé une intervention, le sexisme était bien présent dans cette assemblée. D'abord la tribune (mandatée démocratiquement avant l'AG) contenait 4 hommes et seulement une femme, et a été remise en question par un militant autonome, qui a au passage interpellé violemment cette femme, ce qui est inacceptable. Et puis trois interventions féminines, dont une de non blanche, ont été interrompue durant l'assemblée, le plus souvent par des hommes, sans que la tribune ne réagisse. Enfin la grande majorité des interventions ont été masculines. Heureusement une intervenante tout en s'attaquant à tout cela, a proposé que la prochaine Assemblée Générale et tribune soit paritaire et que des doubles listes faisant remonter les femmes, les non blanc.he.s et les trans soient mises en place, ce qui a été largement voté.

De nombreux problèmes de fonctionnement moins grave ont eu lieu, du fait notamment de la nécessité en début de mobilisation de réactiver les méthodes de l'auto-organisation. Mais plusieurs interventions de témoignages contre la sélection ou même de personnes dépassant le milieu militant local sont venus enrichir le débat et ont permis d'avancer dans un des rôles des assemblées générales : amener à l'auto-organisation des franges bien plus large que celles organisées syndicalement ou politiquement.

Par ailleurs une motion soutenant le peuple catalan, son droit à l'autodétermination et dénonçant les violences policières a été voté. Malheureusement, aucun lien n'y a été fait avec la grève générale y ayant eu lieu, ce qui est problématique, car c'est bien par ce moyen que notre classe en Catalogne et ailleurs peut se différencier de la bourgeoisie et amener ses revendications propres. Et un enseignant-chercheur pro-madrid a insulté un étudiant soutenant l'auto-détermination du peuple catalan en fin d'AG ce qui est pleinement condamnable.

Ont été également voté un positionnement pour l'inscription de tou.te.s les sans facs avec ou sans papiers ; pour qu'une délégation se rende vendredi 6 Octobre à la présidence pour réclamer la banalisation de la journée du 10 pour permettre à chacun.e de participer pleinement à cette journée de grève et à la manifestation partant de Compans Caffarelli à 14h.

Dans une logique de convergence avec les personnel de la fac, il a aussi été décidé qu'une délégation se rendrait à leur Assemblée Générale ce jeudi à 12h30. Pour notre part nous regrettons que cette logique de liens avec les travailleur.se.s ne soit pas allée plus loin et n'ait pas abouti à la décision de participer à l'assemblée générale du Front Social ayant eu lieu Mercredi 04/10 à 18h. Ce qui aurait permis de resserrer les liens avec les parties de notre classe les plus claires et avancées sur la nécessité d'un plan de grèves reconductibles aboutissant à la grève générale, seule capable de s'attaquer véritablement à Macron et ses contre-réformes. En ce sens nous regrettons que les camarades autonomes ait choisis d'appeler une assemblée générale de lutte en contradictoire avec cette assemblée générale du Front Social. Si nous voulons gagner nous devons converger, y compris entre celles et ceux convaincu.e.s de la nécessité d'une grève générale et de la nécessité de combattre les politiques délétères des directions syndicales. Le Front Social a ça de plus que les AG de luttes, qu'il a une existence nationale, réunis 150 organisations syndicales collectifs et associations, plus de 60 sections locales dans toute la France et a déjà montré à plusieurs reprise sa capacité à mobiliser sur des bases bien meilleures que les bureaucraties. C'est donc dans ce cadre qu'à notre avis il nous faudrait converger.

Un frein à toute interpellation syndicale et donc au développement de la mobilisation

Un dernier débat a agité cette assemblée générale, celui de notre position sur les suites du 10 octobre et vis à vis des directions syndicales. Pour notre part, d'abord, nous pensions nécessaire de tout faire pour que la 10 soit une journée pleinement interprofessionnelle et non pas réservée aux fonctionnaires aux étudiant.e.s et à certaines branches du privée. Pour arriver à cela il nous semblait nécessaire à la fois, et cela faisait largement accord, d'appeler les étudiant.e.s à s'y rendre et à la fois d'interpeller les directions syndicales du public et du privé pour en faire une journée d'action interprofessionnelle,i ce qui n'a pas fait accord. Par ailleurs nous sommes convaincu.e.s que pour gagner, une journée de mobilisation même interprofessionnelle ne suffira pas tout comme des dates saute moutons espacées ne feront qu'essouffler la mobilisation, comme tant de luttes l'ont montré par le passé (2016, 2010...). C'est bien par les grèves reconductibles dans la perspective d'une grève générale reconductible que nous arriverons à nos fins. Pour y parvenir il nous faut à notre avis à la fois construire la grève sur nos lieux d'études et de travail et à la fois interpeller les directions syndicales pour leur mettre la pression afin qu'elles proposent un véritable plan de mobilisation. Enfin nous ne pensons pas que c'est par les discussions avec le gouvernement des patrons que nous obtiendrons aucune satisfaction et certainement

pas ce 12 octobre, oùMacron entend entériner ses attaques en s'appuyant sur les directions syndicales pour leur donner une légitimité.

La logique derrière l'ensemble de ces interpellations est simple:aujourd'hui ce sont bien les directions syndicales qui dirigent de grandes part de notre classe (600 000 adhérent.e.s à la CGT…), et qui mènent des politiques délétères de division (28/09 journée des retraités, 10/10 fonctionnaires, 13/10 métallurgie…) et de journée saute mouton. Il nous faut donc leur mettre la pression pour qu'elles appliquent une politique juste dans la mobilisation et donc en leur proposant la notre. Soit la pression venant de trop d'endroits pèsent sur leur appareil et influe leur politique et cela donne des résultats positifs. Soit cela ne les fait pas bouger et dans ce cas leur base peut être influencée et rejoindre notre politique, notamment si on critique les non-agissement de la directions. Dans tous les cas c'est positif.

C'est pour défendre ces logiques que lors de l'assemblée générale nous avons proposer la motion suivante défendant l'ensemble des points cités :

« L'AG du 04/10 de l'université Toulouse le Mirail appelle les étudiant.e.s à rejoindre la date de mobilisation du 10 Octobre, pour que les fonctionnaires ne restent pas isolé-e-s dans cette lutte commune. Par ailleurs nous interpellons les directions syndicales du privée et du public pour qu'elles appellent à converger pour cette date car nous sommes tou-te-s concerné-e-s par le projet global de casse du code du travail, d'attaque sur nos acquis sociaux et de casse de l'université ouverte à tou.te.s de Macron.

Et parce que comme nous l'a montré la lutte contre la loi travail l'an dernier et beaucoup de luttes avant, nous ne gagnerons pas à coup de dates saute mouton, nous devons sur nos lieux d'étude et sur nos lieux de travail appeler à des grèves reconductibles notamment à partir du 10 Octobre.

A partir de cette date, les directions syndicales de tous les secteurs doivent proposer un véritable plan de bataille avec des appels à la grève reconductible dans tous les secteurs, car c'est seulement par la grève générale que tou-te-s ensemble nous pourrons gagner face à Macron et aux patrons qu'il défend. Par ailleurs rien n'est à discuter avec ce gouvernement des patrons, qui pour empêcher toute mobilisation appelle à des réunion d'accompagnement de sa casse du code du travail le 12 octobre. Les directions syndicales ne doivent pas y participer. »

Malheureusement et alors qu'un premier vote lui avait donné la majorité un camarade de notre propre parti, le NPA, a pris la parole de façon antidémocratique pour la remettre en cause. Arguant que nous n'étions pas légitime du fait de notre petitesse et notre place d'étudiant.e.s pour interpeller les directions syndicale. Mais c'est justement le fait de notre petitesse et de notre place d'étudiant.e.s qui nous demande de faire ces interpellations. Notre petitesse car si nous étions bien plus fort.e.s et nombreux.ses nous pourrions concurrencer directement les directions syndicales en proposant peut'être uniquement des politiques alternatives. Et notre place d'étudiant.e.s parce

que bien que 50% d'entre nous travaillent nous n'avons pas la même capacité de blocage de l'économie (et donc de pression sur les patrons) que la classe ouvrière. Et, puisque la classe ouvrière est largement dirigé par la bureaucratie nous ne pouvons nous priver de l'interpeller.

Mais quand nous avons voulu prendre le micro pour défendre notre motion une partie importante de l'assemblée générale s'y est opposé. Et ce sans malheureusement que la tribune ne prenne la parole pour expliquer qu'il était légitime qu'après un appel à voter contre il y ait un appel à voter pour. Nous n'avons donc pas pu défendre notre motion, et le vote suivant nous a minorisé de peu.

Cette politique d'une partie de notre organisation est complètement contre-productive, dessert la mobilisation et doit être clairement combattue.

1Enseignement supérieur et recherche

Thomas Lerouge, le 5 octobre 2017